

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°45-2021-254

PUBLIÉ LE 20 SEPTEMBRE 2021

Sommaire

DDETS 45 /

45-2021-09-16-00006 - Arrêté portant autorisation de déroger à la règle du repos dominical (3 pages)

Page 3

45-2021-09-16-00007 - Arrêté portant autorisation de déroger à la règle du repos dominical (3 pages)

Page 7

DDETS 45

45-2021-09-16-00006

Arrêté portant autorisation de déroger à la règle
du repos dominical

ARRÊTÉ
PORTANT AUTORISATION DE DÉROGER A LA RÈGLE DU REPOS DOMINICAL

La Préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'honneur

VU les articles L.3132-1 à L.3132-3 du code du travail relatifs à l'attribution du repos dominical,

VU les articles L.3132-20 à L.3132-23, L 3132-25-3 et L 3132-25-4 du code du travail relatifs aux dérogations accordées par le Préfet,

VU les articles R 3132-16 et R 3132-17 du Code du travail,

VU le décret du 10 février 2021 nommant Mme Régine ENGSTRÖM, préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret,

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2021, portant délégation de signature à Monsieur Géraud TARDIF, Directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités,

VU la décision du 25 juin 2021 portant subdélégation de signature Madame LAPORTE Aurore, Responsable de la section centrale de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Loiret,

VU la demande, reçue le 1^{er} septembre 2021, formulée par Madame Miguel MONTEIRO Responsable Ressources Humaines et Affaires sociales, de l'entreprise Siemens SAS pour son établissement situé au 100 Avenue Denis Papin à Saint-Jean-de Braye (45800) qui sollicite l'autorisation de déroger à la règle du repos dominical pour les dimanches 26 septembre 2021 et 3 octobre 2021 pour 4 salariés, dans le cadre d'un projet de rénovation des installations de détection incendie et de gaz chez CARGILL, société basée à Saint-Cyr-en-Val.

CONSIDÉRANT que pour obtenir cette dérogation, le demandeur doit apporter les éléments établissant l'existence de l'une ou l'autre des conditions posées par l'article L 3132-20 du Code du travail ;

CONSIDÉRANT que la société SIEMENS doit intervenir dans le cadre d'un projet de rénovation des installations de détection incendie et de gaz chez CARGILL, société basée à Saint-Cyr-en-Val ; ces opérations de mise en service nécessitent de mettre hors service provisoirement les installations de sécurité de leur client CARGIL ; qu'il est impossible pour le client d'accepter de produire sans que leurs systèmes de sécurités ne soient opérationnels ; que la production a lieu du lundi au samedi, sans interruption ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il serait préjudiciable pour l'établissement que la présente demande ne soit pas accordée compte tenu du caractère indispensable de ces opérations, nécessaires pour assurer la sécurité du personnel et des installations au sein de la société CARGIL,

CONSIDÉRANT enfin que sauf dispositions prévues par accord collectif, chaque salarié privé de repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps. Le repos compensateur doit être accordé soit collectivement, soit par roulement dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos. Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédant une fête légale, le repos compensateur est donné le jour de cette fête. Seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur pourront travailler le dimanche. Le refus d'un salarié de travailler le dimanche ne constitue ni une faute, ni un motif de licenciement, et ne peut faire l'objet d'une mesure discriminatoire dans le cadre de l'exécution de son contrat de travail.

Qu'ainsi, le motif invoqué par le demandeur pour travailler le dimanche sus visé est de nature à satisfaire l'intérêt du public.

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : La société SIEMENS est exceptionnellement autorisée à déroger à la règle du repos dominical les dimanches 26 septembre 2021 et 03 octobre 2021 pour 4 salariés chargés de la rénovation des installations de détection incendie et de gaz chez CARGILL.

ARTICLE 2 : Les salariés concernés devront être des volontaires. Leur emploi le dimanche ne devra pas porter leur durée de travail effectif à plus de 48 heures par semaine ni à plus de 44 heures en moyenne sur 12 semaines consécutives, ni les occuper plus de 6 jours par semaine. La durée de travail quotidienne ne devra pas, quant à elle, dépasser 10 heures. Il devra être attribué un jour de repos hebdomadaire au moins et un jour de repos dominical par roulement à tous les salariés.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'ORLEANS dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Loiret, le directeur de la Direction Départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Loiret, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera transmise à la société SIEMENS

Orléans, le 16 septembre 2021

Pour la Préfète du Loiret et par subdélégation,
La Responsable de la Section Centrale Travail,

Signé: Aurore LAPORTE

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un **recours gracieux**, adressé à : **Mme la Préfète du Loiret**, Secrétariat général pour les affaires régionales, 181 rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;
- un **recours hiérarchique**, adressé : **au(x) ministres) concerné(s)**;
- un **recours contentieux**, en saisissant le : Tribunal **Administratif**, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet : www.telerecours.fr

Dans les deux premiers cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

DDETS 45

45-2021-09-16-00007

Arrêté portant autorisation de déroger à la règle
du repos dominical

ARRÊTÉ
PORTANT AUTORISATION DE DÉROGER A LA RÈGLE DU REPOS DOMINICAL

La Préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'honneur

VU les articles L.3132-1 à L.3132-3 du code du travail relatifs à l'attribution du repos dominical,

VU les articles L.3132-20 à L.3132-23, L 3132-25-3 et L 3132-25-4 du code du travail relatifs aux dérogations accordées par le Préfet,

VU les articles R 3132-16 et R 3132-17 du Code du travail,

VU le décret du 10 février 2021 nommant Mme Régine ENGSTRÖM, préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret,

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2021, portant délégation de signature à Monsieur Géraud TARDIF, Directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités,

VU la demande, reçue le 2 septembre 2021, formulée par Madame BIKOI Brigitte, office manager de Missions publiques, sise 35 rue du sentier à PARIS (75002), qui sollicite l'autorisation de déroger à la règle du repos dominical pour le dimanche 26 septembre 2021 pour 2 salariés, dans le cadre d'une mission de concertation mandatée par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et la Commission Européenne ;

CONSIDÉRANT que pour obtenir cette dérogation, le demandeur doit apporter les éléments établissant l'existence de l'une ou l'autre des conditions posées par l'article L 3132-20 du Code du travail ;

CONSIDÉRANT que la société Missions publiques s'est vue confier une mission de concertation mandatée par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le Conseil et la Commission Européenne ; cette mission est programmée pour le week-end du 24, 25 et 26 septembre 2021 et consistera pour les salariés de l'entreprise en :

- du conseil en concertation,
- de l'organisation logistique,
- de l'animation d'atelier,
- de la coordination et de la facilitation des ateliers.

CONSIDÉRANT dès lors, qu'il apparaît nécessaire pour le bon déroulement de cette conférence que les salariés de l'entreprise Missions publiques soient présents y compris le dimanche 26 septembre 2021 ; que dans le cas contraire il existerait un préjudice au public.

CONSIDÉRANT enfin que sauf dispositions prévues par accord collectif, chaque salarié privé de repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps. Le repos compensateur doit être accordé soit collectivement, soit par roulement dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos. Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédant une fête légale, le repos compensateur est donné le jour de cette fête. Seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur pourront travailler le dimanche. Le refus d'un salarié de travailler le dimanche ne constitue ni une faute, ni un motif de licenciement, et ne peut faire l'objet d'une mesure discriminatoire dans le cadre de l'exécution de son contrat de travail.

Qu'ainsi, le motif invoqué par le demandeur pour travailler le dimanche sus visé est de nature à satisfaire l'intérêt du public.

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : La société Missions Publiques est exceptionnellement autorisée à déroger à la règle du repos dominical le dimanche 26 septembre 2021 pour 2 salariés chargés de la bonne mise en œuvre de la mission de concertation.

ARTICLE 2 : Les salariés concernés devront être des volontaires. Leur emploi le dimanche ne devra pas porter leur durée de travail effectif à plus de 48 heures par semaine ni à plus de 44 heures en moyenne sur 12 semaines consécutives, ni les occuper plus de 6 jours par semaine. La durée de travail quotidienne ne devra pas, quant à elle, dépasser 10 heures. Il devra être attribué un jour de repos hebdomadaire au moins et un jour de repos dominical par roulement à tous les salariés.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'ORLEANS dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Loiret, le directeur de la Direction Départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Loiret, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera transmise à la société Missions publiques

Orléans, le 16 septembre 2021

Pour la Préfète du Loiret et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des
Solidarités du Loiret,

Signé: Géraud TARDIF

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un **recours gracieux**, adressé à : **Mme la Préfète du Loiret**, Secrétariat général pour les affaires régionales, 181 rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;
- un **recours hiérarchique**, adressé : **au(x) ministres) concerné(s)**;
- un **recours contentieux**, en saisissant le : Tribunal **Administratif**, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet : www.telerecours.fr

Dans les deux premiers cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.